



L'accord de paix du Darfour, fauteur de guerre Salva Kiir reste à Juba

Au lieu de désarmer les janjawid comme il s'y était engagé par l'accord de paix du Darfour (DPA), le gouvernement soudanais en recrute et en arme de nouveaux, charge l'armée et l'aviation soudanaise, appuyées par ces mêmes janjawid et par les forces du signataire rebelle du DPA, Minni Minawi, d'attaquer les rebelles non signataires et les civils de leurs régions. L'incidence humanitaire est effroyable, la situation, désespérée ; 80 enfants de moins de 5 ans meurent chaque jour, le nombre de déplacés, s'est accru de plus de 60 000 personnes. Avec un sens politique rare, ils ont nommé Rwanda, un de leurs nouveaux camps. Les ONG et les forces de l'Union Africaine (UA) se retirent d'endroits extrêmement dangereux. Certains de leurs membres ont été tués.

Comme nous l'avions annoncé, le Conseil de Sécurité des Nations Unies a résolu le 31 août l'envoi au Darfour d'une force de maintien de la paix, et non, comme le mandat de l'UA, d'enregistrement des violations des cessez-le-feu. Cette force devrait compter 20 000 Casques Bleus et serait dépêchée, que le gouvernement soudanais l'accepte ou non. Béchir et son parti du Congrès National s'y opposent violemment ; quelles que soient les raisons mises en avant, ils redoutent qu'une force onusienne ne défère les responsables des crimes devant la Cour Pénale internationale et ne les empêche d'achever le nettoyage ethnique. Ils ne peuvent se permettre le luxe onéreux de scrupules.

Le gouvernement soudanais dispose au Darfour de l'administration, de la justice, de la police et des organismes de sécurité. De plus, il a l'armée et les janjawid ; selon certaines sources, ces forces s'élèveraient de 120 000 à 200 000 hommes. Car, en appliquant là l'accord de paix du Sud, le Président Béchir a retiré son armée de l'Equatoria et l'a envoyée au Darfour. S'il n'attaque pas les Casques Bleus, il jouera l'obstruction systématique de ses institutions civiles qui existe déjà à l'égard de l'UA. S'il les attaque comme il le laisse entendre avec outrecuidance, on ne voit pas comment 20 000 Casques Bleus résisteraient. Certes, il lui faudrait d'après la constitution l'aval du Premier vice-Président, le MLPS (Mouvement de Libération du Peuple Soudanais) Salva Kiir ; gageons que Béchir ne s'en souciera pas.

Tandis que les NU préparent la force onusienne, la communauté internationale dans sa totalité presse en vain

le Soudan d'accepter. Il vient de signifier aux Etats africains et arabes que contribuer aux troupes des NU au Darfour serait un acte hostile. Khartoum n'a acquiescé qu'à la présence de conseillers des NU auprès de l'UA.

Hélas, la Résolution du Conseil de Sécurité voudrait aussi que les Casques Bleus fassent appliquer l'accord de paix, dont nous avons mis en lumière les manques. Pour Pronk, qui représente Kofi Annan au Soudan, cet accord est dans le coma. « C'est la première fois en 20 ans de travail en Afrique, écrit Pendergast (*International Crisis Group*), que je vois des gens aussi opposés à leur propre accord de paix. Ils veulent unanimement un désarmement des janjawid par les NU ». Même la faction du signataire Minni Minawi menace de reprendre les armes contre Khartoum. Certes, le peu de respect que le gouvernement soudanais montre envers les accords signés avec le Sud n'est guère engageant.

Deux espoirs de paix restent. Pour modifier les points litigieux de l'accord, tous les Darfouriens doivent se rencontrer, y compris les janjawid avec lesquels il leur faudra vivre. La Cour Pénale Internationale doit inculper Béchir et ses affidés pour avoir, par action ou par omission, permis les crimes contre l'humanité que l'on sait.

A Khartoum, un journaliste a été trouvé décapité. Le cri public accuse le gouvernement qui voudrait faire croire à la présence d'El Qaida venue lutter contre les Casques Bleus et qui en profite pour museler totalement la presse. La société civile redoute désormais autant les forces de sécurité qu'elle le faisait aux débuts du régime. Le désintérêt du gouvernement pour son peuple s'est aussi vu lors de la mise en eau du barrage de la quatrième cataracte, sans que les habitants n'aient été prévenus. Des noyés, des carcasses d'animaux, des débris divers flottaient sur les eaux du Nil. On n'en a plus de nouvelles, que la sécurité continue à boucler la région ou que la presse ait l'interdiction d'en parler (*lire Droits de l'Homme*).

Salva Kiir, irrité du peu d'attention que la communauté internationale, totalement axée sur le Darfour, prête à la non application de l'accord de paix de sa région, le Sud (CPA), semble au contraire, se concentrer sur elle, d'autant qu'aucun des chefs historiques de l'opposition ne s'est jamais élevé publiquement contre les massacres au Darfour, que ce soit Mohammed Osman el Mirghani ou Sadiq el Mahdi dont le parti en était l'élu.

Il faut en revenir aux négociations

Alex de Waal, conseiller aux médiations d'Abuja
The Guardian 29 09 06 Extraits

Le gouvernement eut raison de juger qu'avec un seul signataire le DPA n'était pas applicable

Il existe toujours une chance de protéger les civils du Darfour contre la violence, la faim et le déplacement à condition que le gouvernement et les rebelles reprennent les négociations... Trouver une solution dépend de l'application de ce qui est pratique et non de la transformation du Darfour en cobaye du « devoir de protéger »...

L'argument contre l'invasion humanitaire est que cela ne marchera pas. L'idée de troupes étrangères combattant pour entrer au Darfour et aussi pour désarmer les janjawid de force est de la fantaisie. Dans la pratique, une force de maintien de la paix au Darfour ne peut imposer sa volonté à des groupes armés qui résistent sans entrer dans une contre insurrection ingagnable où les dommages graves sont inévitables. La seule manière que le maintien de la paix marche, c'est d'avoir l'accord du gouvernement soudanais [non acquis VS], le soutien de la majorité du peuple du Darfour [acquis VS] y compris des leaders des multiples groupes armés de la région [acquis sauf pour les janjawid VS]. Sans cela, non seulement les Nations Unies échoueront, mais le sort des Darfouriens empirera.

Pendant les deux dernières décennies, nous avons assez appris à la fois sur les forces de maintien de la paix et la fin des guerres civiles africaines pour savoir qu'il y a une alternative efficace à l'impérialisme philanthropique. Cela s'appelle les pourparlers de paix. [Beaucoup] sont trop pessimistes. Ce n'est pas surprenant, les média n'ont jamais vraiment couvert le processus de paix au Darfour.

La racine immédiate de la crise d'aujourd'hui au Darfour est l'arrêt du processus politique. La violence a augmenté après les pourparlers de paix qui se terminèrent à Abuja le 5 mai, avec la signature du DPA par le gouvernement du Soudan et une faction rebelle, dirigée par Minni Minawi. Deux groupes - le Mouvement de Libération du Soudan d'Abd el Wahid el Nour (le groupe le plus important) et le Mouvement pour la Justice et l'Égalité - ne signèrent pas ; la guerre qui couvait sous la cendre reprit de plus belle.

L'arrêt du processus n'arriva pas parce que l'accord de paix était mauvais, mais parce que le processus politique fut amené à une fin abrupte et prématurée quand Minawi signa. Je faisais partie de l'équipe de médiation de l'Union Africaine et je fus présent lors de la session finale des négociations quand Abd el Wahid déclara les arrangements sécuritaires « acceptables » et ceux de partage des richesses « acceptables à 95% ». Il déclara forfait parce que son parti recevait beaucoup moins de postes législatifs et exécutifs que ce qu'il souhaitait et qu'on lui envoya un ultimatum pour signer sans que son parti ait eu le temps d'examiner les options. Les différends entre Khartoum et lui étaient minces et auraient pu s'arranger avec un minimum de flexibilité de part et d'autre. Le désastre du DPA fut que tout prit fin le 5 mai et que ceux qui n'avaient pas signé furent exclus de toutes négociations formelles. Tous les grands médiateurs étaient partis d'Abuja.

Pendant un mois, je restais pour arranger les choses entre Abdel Wahid et le gouvernement soudanais. Nous nous rapprochâmes grandement d'un accord ; si nous avions trouvé une formule pour fournir 100 millions \$ de plus comme compensation immédiate aux victimes de la violence, je crois que nous aurions pu nous accorder. Mais empêché de changer l'accord, je n'avais qu'une marge de manœuvre minuscule. Abdel Wahid était d'accord sur tout l'aspect sécuritaire, mais cela ne compta pour rien quand il n'eut que le choix de prendre ou de laisser.

Le gouvernement porte la plus large partie du blâme pour les

violences actuelles ; il a raison de juger qu'avec la seule signature de Minawi, le DPA ne pouvait pas s'appliquer. Il faut donc reprendre les négociations. Le premier pas est de reconstituer la commission de cessez-le feu. Le second de reprendre les négociations pour un accord de paix d'ensemble. Ceci inclut un dialogue entre toutes les communautés. Les efforts diplomatiques sont en cours. Pour réussir il est besoin de soutien politique et de temps. Au moins de sept à dix ans seront nécessaires pour restaurer la stabilité au Darfour. Ce travail est à 90% politique et à 10% militaire. Le gouvernement qui est la cause majeure de la tragédie doit aussi être un partenaire pour trouver la solution. La décision de garder les soldats de l'UA jusqu'à la fin de l'année nous donne un répit. Sachons l'utiliser.

(Alex de Waal ne mentionne pas le plus grand défaut du DPA aux yeux des Darfouriens, le désarmement des janjawid confié à l'armée soudanaise VS).

Marathon International

Éditorial, the Sudan tribune, 25 09 06

Extraits

La diplomatie de Khartoum a empêché, au cours des mois et des années précédentes, l'intervention de la communauté internationale pour soulager les souffrances du peuple darfourien et a réussi à partager l'opinion mondiale sur la crise du Darfour. Mais comme les atrocités s'intensifient avec l'offensive actuelle de Khartoum, le marathon s'est précipité et a atteint un stade crucial. La population du monde entier attend avec anxiété de voir qui prévaudra dans le marathon du Darfour, la communauté internationale ou Khartoum ? D'effroyables atrocités contre les tribus africaines noires durent au Soudan depuis plus d'un demi-siècle. Mais il est certain qu'à la fin du marathon, la volonté du peuple prévaudra.

Il est absurde de croire que le monde entier ne voit pas la situation quand Khartoum la voit. Le monde entier ne peut avoir tort contre le seul Soudan auquel il ne demande que le bien du peuple soudanais. Si le Soudan était sérieux dans ses refus, il aurait montré aux peuples de l'Occident la vérité sans entraves dans ses médias. Mais où est le rôle des médias soudanais dans la présentation de la crise ? Quand tiennent-elles compte des opinions Darfourien ?

Selon Ali Karti, le secrétaire d'État aux Affaires étrangères, « malheureusement les gens à l'Ouest, en Europe et aux États-Unis sont émus par les médias ». Qu'est ce qui émeut les gens au Soudan ? Les seuls médias contrôlés par l'État qui ne montrent jamais à la télévision la souffrance du peuple darfourien, mais seulement les manifestations, les sentiments des milices et Forces de Défense Populaire contre la communauté mondiale. Si les gens au Soudan connaissaient les catastrophes qui atteignent leurs frères et leurs sœurs, des musulmans au Darfour, ils seraient plus émus et auraient plus honte que les Occidentaux.

Le régime de Khartoum a perverti l'esprit du peuple soudanais, conformément à sa propre doctrine. Les manifestations contre la politique du gouvernement et l'augmentation des prix du pétrole ne furent pas permises, contrairement à celles contre l'intervention des NU au Darfour. La majorité des Soudanais n'a aucune idée de la crise au Darfour. Des manifestants demandent aux NU d'utiliser l'argent des Casques Bleus pour l'aide humanitaire et le développement alors que la région est en feu. Appelez d'abord les pompiers pour éteindre le feu, puis demandez de l'aide pour reconstruire.

Le marathon du Darfour est en faveur du régime de Khartoum ; l'extension de la présence de l'Union Africaine jusqu'à fin 2006 est une victoire pour la diplomatie de Khartoum et une opportunité en or pour continuer ses atrocités et effacer les tribus africaines du Darfour. C'est une grande déception et une humiliation pour les gens du Darfour qui ont grand besoin de l'assistance du monde, aujourd'hui plutôt que demain. C'est une grande honte de voir le sadisme de Khartoum à l'égard de son propre peuple. Cette attitude vicieuse de Khartoum n'apportera pas la paix au Soudan mais la destruction complète et le désastre à tout le pays.

NU versus UA Le Soudan, le dos au mur

Béchet et le Congrès National continuent de rejeter les forces des NU. Selon eux, elles voudraient coloniser ou partager le Soudan, les Etats-Unis seraient seulement intéressés par le pétrole, l'accord de paix interdirait la transition des forces UA. Les diplomates du monde entier répondent que la force onusienne vient de partir de l'Est du Soudan dès sa mission terminée, que le gouvernement d'unité nationale soudanais a pu surmonter des décennies de violence au Sud Soudan grâce aux forces des NU qu'il a autorisées, qu'il faut en faire autant au Darfour, que le Soudan ne respecte pas son devoir de protéger ses citoyens et que la communauté internationale a le droit et le devoir de s'en occuper. Selon un haut fonctionnaire soudanais : « Depuis le temps que le Conseil de sécurité nous menace, nous n'avons plus peur de lui ».

La terreur de Khartoum, c'est la Cour Pénale Internationale (CPI). Les forces des NU seraient-elles munies de mandats d'arrêt envers les coupables de crimes contre l'humanité, ce qui amènerait la chute du régime ? « Signeriez-vous votre propre condamnation à mort ? » demande Ghazzi Suleiman, un député MLPS.

Le Soudan se bat sur deux fronts : d'abord le front extérieur contre le monde entier. La ligue arabe (LA) sous présidence soudanaise fut l'exception, ce qui tendit ses relations avec l'UA. La LA voulait-elle déplaire aux Etats-Unis pour qu'ils changent de politique israélienne ? Même la Chine, divine surprise, même Chirac, l'allié traditionnel, pressèrent solennellement le Soudan d'accepter les forces onusiennes : Chirac demanda à la CPI de punir les criminels. Chaque jour, l'un ou l'autre membre du régime manifeste son refus, et un membre de la communauté internationale le presse d'accepter. Avant la résolution du Conseil de Sécurité, Béchet avait proposé, offre délicatement cachée au sein d'une longue lettre, d'envoyer plus d'armée soudanaise au Darfour. Ce qui fut refusé comme contraire aux accords signés. Il le fit. A l'Assemblée Générale des NU le même Béchet eut le tort de minimiser totalement la situation du Darfour, ce qui exposa publiquement sa mauvaise foi. Le régime ordonna à l'Union Africaine de quitter le Soudan dans la semaine pour avoir commis le crime de faire appel aux NU pour la remplacer. Kofi Annan montrant les dents, déclara que si le gouvernement soudanais continuait à refuser les Casques Bleus, ses membres seraient individuellement et collectivement responsables des conséquences. Le vent de la CPI souffla. Béchet recula sur le départ de l'UA. Bientôt l'égyptien Moubarak, sous influence américaine, proposait ses bons offices et la LA suivit. Selon lui, Béchet aurait envisagé d'accepter les Casques Bleus s'ils n'avaient aucun droit d'arrêter quiconque pour la CPI. Moubarak voulut servir aussi de relais avec les rebelles non signataires. Béchet alla jusqu'à leur proposer de renégocier certains articles du traité de paix, à condition qu'ils se déclarent contre l'arrivée des Casques Bleus. Les rebelles, qui se méfient de l'Égypte, n'ont pas encore reçu son envoyé.

Béchet proposa de renforcer les forces de l'UA avec ses propres forces, qui, comme chacun sait, sont une partie du problème et non de la solution. On ignore la réponse de l'UA qui avait déjà décidé d'augmenter ses troupes à 11 000 hommes après la promesse de la Ligue arabe de la financer. Il accepte aussi que les NU envoient des conseillers auprès des forces de l'UA.

Les NU commencent à organiser leur envoi de troupes au Soudan, avec des Suédois, des Africains, et des Bangladeshi. On discuterait la présence de Chinois. Le Royaume-Uni proposerait ses sujets. De plus en plus d'officiels du Congrès national (CN, parti de Béchet), menacent d'annuler l'accord de paix du Sud si les NU venaient au Darfour.

Barroso, le Président de la Commission Européenne s'est rendu au Darfour. Il a aussi parlé avec Béchet à qui il a demandé la fin

des obstacles à l'UA et au travail humanitaire. « J'ai l'impression, a-t-il dit de façon sibylline aux journalistes, que le Président Béchet comprend que le statu quo n'est ni possible, ni acceptable ». Après la visite du patron de la Ligue arabe, un bruit court. Des troupes arabes se joindraient à l'UA. Avec quel mandat ? Béchet hésiterait plus à leur jouer des sales tours qu'aux Africains, mais ne veut apparemment pas que cette force soit sous direction onusienne puisqu'il vient de menacer les Etats arabes et africains dont les soldats rejoindraient les troupes onusiennes au Darfour. Cherche-t-il des ennemis supplémentaires ? Et les cultivateurs darfouris n'apprécieraient pas les arabes. Pour leur plaisir, le DPA serait renégocié.

Béchet se bat sur le front intérieur. La décapitation du journaliste Mohamed Taha semble due aux forces de Sécurité. Cet assassinat fut l'occasion de supprimer la légère liberté de presse qui existait. Le Soudan veut montrer au monde qu'al Qaida est prête à frapper les Casques Bleus selon sa menace. La manifestation contre l'augmentation de 30% des prix du pétrole et autres fut réprimée avec une grande sévérité. Le Soudan tout entier doit se tenir comme un seul homme derrière ses dirigeants. On en est revenu, disent de nombreux Soudanais, à la terreur des débuts du régime (*Lire Droits de l'homme*). Béchet a déclaré que le gouvernement et les institutions d'État étaient à l'unanimité d'accord pour refuser la venue des Casques Bleus : c'est oublier que Salva Kiir, le MLPS, et le Premier Conseiller du Président, le darfouris Minni Minawi, en font partie.

Les Darfouris se méfient de l'UA

La fureur des Darfouris contre l'UA aux débuts de l'accord de paix était d'autant plus grande qu'ils l'en jugeaient responsable. De plus, celle-ci abritait Minni Minawi et son État-major terrorisés d'être écharpés par la foule opposée à l'accord.

L'UA reconnaît être incapable de vérifier le désarmement des janjawid. Le plan de désarmement des janjawid présenté par le gouvernement à la commission de cessez-le feu, n'est pas public et n'a eu aucune suite, bien au contraire.

La Commission de cessez-le-feu devrait enquêter. Après le DPA, Khartoum insista pour que les rebelles, qui n'avaient pas signé, en soient expulsés. La plus grande erreur de l'Union Africaine fut d'acquiescer. Selon Pronk, l'homme des NU au Soudan, reprendre les factions expulsées dans les Commissions serait un premier point pour sortir l'accord de paix du coma. La commission ne fonctionne donc quasiment plus, ce qui est d'autant plus injuste que la faction SLA non signataire respecte le cessez-le-feu. L'UA aurait expulsé des camps, des déplacés ouvertement opposés à l'accord de paix. Elle ne condamne pas les nombreux bombardements de civils de l'aviation soudanaise, contrairement à l'embargo onusien. Elle avait déjà soutenu un accord de paix exécuté. Elle a perdu toute crédibilité à l'égard des Darfouris.

C'est, avec le peu de droits conféré par son mandat, le grand inconvénient des forces de l'UA.

Selon les NU si l'UA quittait le Soudan sans être remplacée par les NU, il y aurait dans les mois qui suivent 350 000 déplacés supplémentaires, dans des camps déjà surpeuplés ou dans des campagnes éloignées de toute aide humanitaire. Les mouvements de cette aide humanitaire seraient beaucoup plus difficiles.

L'UA prolonge sa présence au Darfour, seulement de 3 mois. Le Soudan, coincé, l'y engage.

La Ligue Arabe avait promis de subventionner l'Union Africaine. Seul le Qatar l'a fait. L'Europe a dû régler 55 millions d'euros et les Etats-Unis 20 millions de dollars.

DAR FOUR (suite)

Rebelles et ex-rebelles

L'armée de Libération du Soudan, faction du Président **Abdel Wahid**, a destitué de la présidence ce dernier à l'unanimité pour son manque de consultations avec la direction du Mouvement, sa responsabilité dans la division du Mouvement, et ses explications insuffisantes à la Communauté internationale du refus de signer l'accord de paix (DPA). On chuchote qu'on lui reprocherait des malversations. **Ahmed Abdel Shafi Yagoub Baasi** est nommé Président du Mouvement et Commandant en chef. Les NU ne savent si elles doivent entériner cette décision.

Ahmed Abdel Shafi veut organiser une conférence MLS dans les territoires qu'il tient, va chercher une solution pacifique au conflit avec les acteurs locaux régionaux et internationaux, respectera l'accord de cessez-le-feu. Il remercie la terre entière pour son soutien au Darfour, sauf l'UA. Il a mentionné aussi les problèmes des régions marginalisées et appelé à un Soudan multi ethnique, multi religieux et multi culturel (Sudan Tribune 18 08). Il a écrit au Conseil de Sécurité pour s'élever contre sa décision de punir qui s'oppose à l'accord (défunt) de paix au Darfour.

Khajil Ibrahim du Mouvement rebelle islamique pour la Justice et l'Égalité, un homme de grandes ambitions et de sens moral atrophié, a réuni à Massy Palaiseau des Soudanais pendant plusieurs heures. Selon lui, il aurait toujours été islamiste, c'est la culture au Darfour [?!]. Il a travaillé pour le régime [il n'a pas dit s'il avait ou non torturé des prisonniers politiques à Juba], mais l'a abandonné quand il a compris qu'il ne s'intéressait pas aux gens. Il a affirmé que son mouvement et ses alliés du Front de Rédemption Nationale (NRF) sont la **première force militaire au Soudan**. Montrant des **ambitions nationales**, il a appelé toutes les forces politiques régionales, y compris le Front Est, les Monts Nouba et le Sud [pour lequel un parti islamiste ne paraît pas très attractif] à se réunir pour gagner les prochaines élections contre le Congrès National. Les Sudistes pensent avoir du pétrole, mais il y en a partout maintenant au Soudan. Il change d'avis. Ainsi, en juin dernier, en Slovaquie, il avait appelé à l'indépendance du Darfour, il a désormais des ambitions nationales ; avec le NRF, il a appelé à un Soudan multi religieux alors qu'il était islamiste.

Son audience était surtout darfourai ; il a été pris à partie pour se désintéresser totalement du sort dramatique des Darfourai. Il signera le DPA quand la région deviendra un seul État fédéré et que de justes compensations seront accordées aux victimes (ST 20 08).

Il prétend que ses forces occupent tout le Nord Darfour et une partie des autres États. La priorité, a-t-il déclaré quelques jours plus tard, c'est de trouver un DPA qui satisfasse les Darfourai et non la venue des Casques Bleus (ST 31 08).

Déby aurait l'intention de l'arrêter s'il venait au Tchad.

Minni Minawi, chef de la faction ALS qui signa sous pressions extrêmes le DPA, fut **reçu par Bush** qui lui devait bien cela, d'autant que ce sont les Américains qui, misant sur le mauvais cheval, avaient organisé son coup d'État pour prendre le pouvoir. Il déclara qu'il ne rentrerait pas à Khartoum tant qu'il ne serait pas nommé Conseiller spécial du Président. Béchir s'exécuta le jour même, Minni inaugura le lendemain le quartier général de la nouvelle autorité du Darfour qui pendant trois ans administrera tous les financements pour la réhabilitation de la région. La désignation de Minni, en éliminant les autres chefs rebelles, éloigne encore un règlement pacifique du problème. **L'installation à Khartoum de la nouvelle autorité du Darfour** montre que le pouvoir central veut le garder sous sa coupe et que le nouveau Conseiller Spécial est terrifié à l'idée de rentrer au Darfour où il risquerait sa vie ; les Darfourai ne lui ont pas pardonné la signature d'un accord qu'ils jugent néfaste.

Son groupe s'adonne à la torture. L'UA en a été parfois témoin et ses essais d'intervention n'ont pu aboutir par crainte d'une bataille rangée.

Le 28 septembre, les forces de sécurité firent irruption dans un bureau du MLS/Minni Minawi dans un quartier résidentiel d'Omdurman, la jumelle de Khartoum, et emmenèrent deux de ses membres. En représailles le MLS attaqua un poste de police proche et emmena en otage plusieurs officiers. Ce qui dégénéra en **fusillade**. Au Darfour, la faction Minni Minawi dit avoir été attaquée par l'armée et songe à abandonner le DPA. L'armée nie totalement, elle dit être suffoquée par l'accusation.

Quelques nouvelles

Les NU poussent des hauts cris. Le nombre de femmes violées dans les camps a décuplé par endroits. A Kalma il y a des armes dans le camp. Les déplacés pillent et volent des troupeaux à l'extérieur du camp.

Les bombardements sont contraires à l'interdiction onusienne de vols d'avions militaires, les attaques de l'armée alliée aux janjawid et à la faction de Minni Minawi, aux cessez-le feu signés maintes fois et à l'Accord de Paix du Darfour. Les mesures qui devaient être prises en juin, selon cet accord, ne le sont pas. Des convois du PAM, du CICR et autres ont été pris en embuscade. L'UA a dû se retirer de la plupart des camps après avoir été attaquée (Pronk).

Des vols militaires apporteraient à el Fasher troupes et armes chaque jour. Quand des soldats sont tués, l'État les appelle martyrs, sous-entendant qu'il s'agit d'une guerre sainte. La réconciliation avec le Tchad doit permettre à Khartoum d'encercler les rebelles.

Le Président du Dialogue Darfour Darfour, censé peaufiner l'accord de paix, a été nommé par Béchir. Il s'agit du Général Sawar ed Dahab qui fut chef de l'État en 1985 après la chute de Nimeiri, un islamiste (ce qu'on ignorait alors), et un homme qui obéit scrupuleusement au Congrès National.

Le conflit déborde de plus en plus au Tchad et en RCA

Ahmed Hamid el Faki Ambassadeur du Soudan en France

La Lettre de l'Océan Indien. n° 1193

(Le bruit public veut que l'ancien ambassadeur ait été rappelé à Khartoum, car on lui reprochait la détérioration des relations franco soudanaises, due à la guerre du Darfour qui déstabilise le Tchad et semble avoir ouvert les yeux à la France sur les abominations du régime soudanais VS).

Le nouvel ambassadeur a déjà passé une année à Paris après y avoir fait ses études supérieures. À l'époque, fraîchement promu au rang de ministre plénipotentiaire, Ahmad el Faki a été le numéro deux de cette ambassade et délégué permanent adjoint auprès de l'UNESCO entre mai 2002 et mars 2003. Puis il a été nommé ambassadeur à Djibouti, puis en juillet 2004, est retourné à Khartoum prendre la direction du département de l'environnement et des ressources naturelles au ministère des Affaires étrangères. Ahmed el Faki a rejoint la diplomatie soudanaise à la fin des années 70, après des études au Centre d'approches vivantes des langues et des médias de Vichy, à l'université de Lyon II et à celle de Khartoum. De 1979 à 1999, il a occupé divers postes à Khartoum mais également à Londres, Washington, Berne, Tokyo et Djakarta. Polyglotte, (arabe, français et anglais), il a par ailleurs étudié les relations diplomatiques ainsi que la prévention et la gestion des conflits à l'Institut International d'administration publique (IIAP) à Paris en 1988 et 1989. Agé de 53 ans et père de trois enfants, il a obtenu l'an dernier un diplôme en droit international environnemental et diplomatie de l'Université de Joeson, en Finlande.

Nous autorisons la reproduction des articles de ce bulletin à condition d'en citer la source et de ne pas en modifier le contenu.

BULLETIN EDITE PAR LE COMITE DE VIGILANCE POUR LES DROITS DE L'HOMME ET LES LIBERTES AU SOUDAN

31, RUE FRIANT - 75014 PARIS - TEL : 01 45 40 75 76 - FAX : 01 45 43 52 78. - E-mail : vigilsd@wanadoo.fr

Dépôt légal : Octobre 2006 - ISSN 1286-6121 - Directrice de la Publication : Simone DUMOULIN

4ème cataracte Le parti du Congrès National au pouvoir se moque totalement de ses concitoyens, même de ceux du Nord. Ainsi, commença-t-on à remplir le nouveau barrage de la 4ème cataracte, au nord de Khartoum, sans en aviser les habitants. Tout a été inondé, les récoltes, les villages, avec 700 maisons détruites, 380 autres menaçant destruction, et plus de 2 200 familles campent sur les hauteurs en plein air ; 12 000 têtes de bétail ont été perdues. Comme on n'avait pas transporté les cimetières, les corps des morts flottent dans le Nil en compagnie des carcasses de bétail. L'eau est contaminée, elle le sera en aval, déjà les habitants souffrent de diarrhées et de maladies non diagnostiquées. Naturellement dès la situation connue, la région a été bouclée, les journalistes soudanais empêchés d'entrer, détenus et interrogés par la Sécurité, l'aide d'urgence interdite. Au mieux, il s'agit d'incapacité notoire, au pire d'assassinats (LOHAP 25 08).

-12 000 personnes déplacées de force près de Khartoum Le 17 Août un quartier de taudis, au Sud de Khartoum, Dar es Salam, habité depuis 2 décennies par 12 000 déplacés de la sécheresse de l'Ouest et de la guerre du Sud, a été démoli sans presque aucun avertissement préalable. Il y avait des policiers lourdement armés, et des chars ; la mission des NU a entendu des coups de fusil. Il y aurait des morts, y compris un enfant, et des blessés. Les NU ne furent pas autorisées à entrer. Elles sont d'autant plus choquées qu'un mémorandum d'entente a été signé entre les autorités et les résidents, statuant qu'ils ne pourraient être délogés jusqu'à ce qu'un site de relogement acceptable aux deux parties ait été trouvé (IRIN 17 08).

- Saisie par la douane des ordinateurs entrant au Soudan pour inspection de leur mémoire. Il s'agirait d'empêcher l'entrée de matériel pornographique. Mais on redoute que la douane s'intéresse aux courriels, mots de passe et comptes en banque. Un journaliste américain a été inculpé d'espionnage pour avoir téléchargé une carte du Darfour sur un site (Reuter 30 08).

- Manifestations organisées par l'État contre les forces des NU Le gouvernement a organisé une manifestation contre le déploiement des forces des NU au Darfour qui n'a réuni que 1000 personnes et une autre qui demandait l'utilisation des fonds prévus pour les Casques Bleus, pour l'aide humanitaire.

Et manifestations spontanées contre la vie chère violemment dispersées. Selon des informations de Vigilance Soudan, le pétrole qui arrive du nouvel oléoduc venant des blocks 3 et 7, ne se vend pas. Il est trop acide et la majorité des raffineries n'en veulent pas bien que Khartoum ait diminué ses prétentions de 15 \$/baril. L'oléoduc est donc arrêté. Or Khartoum en attendait 250 000 b/j. Ce manque à gagner est fâcheux pour son équilibre financier altéré par le prix de la guerre. Il tient à conserver la bonne opinion que le FMI est le seul organisme international à avoir de lui. Il ne subventionne donc plus ni le pétrole, ni le sucre qui ont augmenté de 30%, sans en expliquer les raisons, d'où les manifestations organisées par le parti d'opposition Umma.

Cette augmentation, pour un producteur de pétrole en pays pauvre, paraissait abusive, elle en amenait pour tous les autres produits. **L'opposition**, particulièrement l'Umma et des membres de l'opposition appartenant au gouvernement (MLPS, DUP, MLS) attrapèrent la balle au bond et décidèrent une **manifestation**. Les autorités l'interdirent. Des camions de police et d'armée étaient présents. Les manifestants furent **battus** et au moins quatre d'entre eux **arrêtés**. La caméra d'un journaliste d'al Jazira lui fut arrachée et le véhicule de Reuter reçut des bombes lacrymogènes (Reuter 30 08). Une seconde manifestation fut organisée dans le même but **et celui d'obtenir le droit de manifester** prévu par la constitution. À cause de la constitution certains juges relâchèrent les inculpés. D'autres obéirent au gouvernement et envoyèrent des membres importants du parti Umma dans des **prisons** inondées par les latrines, pleines de cafards et de moustiques, sans électricité. Ces manifestations arrivaient au moment où Béchir appelait le peuple à l'union contre les NU au Darfour. D'où sa fureur. Des officiels ont accusé les manifestants de soutenir le complot

étranger contre le Soudan. Le lendemain la police tenait tous les carrefours avec des mitrailleuses (ST 08 09/11 09 ; Xinhua, 07 09, Reuter 06 09/08 09).

- Les Américains au Soudan, y compris les diplomates, ne pourront pas s'éloigner de plus de 25 kilomètres du Palais Présidentiel à Khartoum, mesure de rétorsion, Béchir n'avait pas pu faire mieux quand il est allé aux Etats-Unis à l'Assemblée générale des NU. L'envoyé spécial de Bush au Soudan n'a pas encore eu de visa.

- Le 06 09, un **journaliste, Mohammed Taha**, éditeur du journal al Wifaq a été enlevé de chez lui et retrouvé **décapité**, les bras et les jambes attachés. L'an dernier, il avait reproduit des informations du Web. Elles reproduisaient un manuscrit musulman d'Al Maqrizi, vieux de cinq siècles qui soulèverait des doutes sur la généalogie du prophète Mohammed. Selon le manuscrit, le père de Mohammed ne se serait pas appelé Abdallah, mais Abdel Lat, « esclave de Lat », une idole de l'ère préislamique. D'importants rassemblements, [donc au moins acceptés par le gouvernement], avaient eu lieu réclamant sa mort. Il fut jugé sur plainte de Ansar el Sunna, un mouvement fondamentaliste et condamné à 2 mois de prison. Et son journal fermé. Lors de son procès des islamistes avaient hurlé des slogans menaçants. Mohammed Taha lui-même était un islamiste avec parfois « des idées bizarres ». Une branche inconnue d'al Qaida s'est targuée de ce crime qui n'est pas dans la coutume soudanaise. D'autres journalistes ont reçu des menaces similaires. La foule a pris à partie les Ministres de l'Intérieur et de la Défense pour ne pas l'avoir protégé (Reuter 06 09). Il semble en effet curieux que les menaces n'aient pas été suivies d'effet plus rapidement. On pense généralement que les forces de Sécurité sont responsables de ce meurtre, pour accrédi-ter qu'al Qaida est au Soudan, prête à faire le coup de feu contre d'éventuelles forces des NU. En tous cas, le Soudan enquête mais voudrait se servir de cette affaire contre la venue des NU au Darfour (Reporter sans frontières 06 09 ; Reuter 07 09 ; ST 12 09, 13 09). La famille de Mohammed Taha se plaint de ne pas être tenue au courant de l'enquête déclarant : « Auparavant le secret absolu de l'enquête précédait la mise du cas à l'écart ». Seize Soudanais auraient été arrêtés. Mais cherche-t-on les coupables ou des ennemis du régime ?

- Depuis ce jour **la liberté de presse, acquise depuis quatorze mois, a disparu** ; quatre journaux privés arabophones, *Al Ayam*, *Al Sahafa*, et *Rai el Shaab* ont vu leurs articles censurés. Ils étaient embarrassants pour le gouvernement et concernaient, outre l'assassinat de Mohammed Taha, la répression des manifestations populaires du 30 08 et du 06 09, et le bras de fer engagé par le Président Béchir avec la communauté internationale concernant la présence de Casques Bleus au Darfour (Reporters sans Frontières). Le 16 septembre, 100 journalistes commençaient une grève. Ils portaient aussi plainte contre ce manque de liberté (ST/AFP). Selon des journalistes anonymes le gouvernement redoute que les journaux soutiennent la résolution des NU (ST/AFP 12 09). Un journaliste de *Al Rai al Aam*, est détenu au secret depuis 5 jours. Selon différentes sources de la Sécurité, ce serait en relations, soit avec la mort de Mohammed Taha soit avec le Darfour (Reuter 04 10).

- **Racisme** Les publicités de crèmes pour blanchir la peau se trouvent partout à Khartoum. Quand on a la peau plus claire disent les jeunes filles, les gens vous pensent mieux élevée, plus éduquée, plus riche. Ces crèmes sont très néfastes à la santé et tuent parfois. Selon un dermatologue de l'hôpital de Khartoum, une sur quatre des patientes qui viennent consulter, le font à cause de telles crèmes (Reuter 02 08).

- **Pluies diluviennes en Ethiopie, inondations au Soudan** Après des pluies diluviennes en Ethiopie, le Nil Bleu à Khartoum mesurait 16,4 mètres, plus que son niveau en 1988. Le maximum n'était pas atteint. D'autres rivières venues d'Ethiopie ont gonflé, l'Atbara le Setit, le Gash. Plus de 1 100 familles ont dû s'enfuir devant les inondations (Reuter 14 08 IRIN 28 08).

(suite page 8)

Mise en œuvre de la paix Mauvaise volonté de Khartoum

L'action du parti du Congrès National (CN : Béchir) au sein du gouvernement d'unité nationale n'est guère encourageante. Il ne considère pas le MLPS comme un partenaire égal. Béchir est allé jusqu'à déclarer que toutes les institutions gouvernementales étaient contre l'arrivée des Casques Bleus au Darfour alors que le MLPS, Salva Kiir, premier vice-président de la République en tête, y est favorable. Salva Kiir semble avoir jeté l'éponge. Il est à Juba depuis plus de deux mois. Il semble attendre le référendum d'autodétermination qui n'aura peut-être jamais lieu, avec la mauvaise volonté de Khartoum. Il travaille beaucoup à la sécurité et aux négociations de paix avec l'Armée de Résistance du Seigneur (voir infra). Il devrait peut-être s'intéresser plus aux parties « africaines » du Soudan. Malgré les appels au secours du Darfour, Salva ne fait pas grand-chose pour lui. Moins autoritaire que Garang, il écoute le MLPS qui n'a pas pardonné aux nombreux Darfouriens membres de l'armée soudanaise les ravages qu'ils ont causé au Sud. On peut regretter son isolement. Récemment une réunion du MLPS aurait discuté du limogeage de Lam Akol, le ministre « collaborateur » des Affaires Étrangères. Les Américains le demandent. Le MLPS y songeait mais l'insistance américaine les agace. Bush a reçu deux fois Mme Garang mais jamais Salva. Deng Alor, jugé corrompu, serait aussi sur la sellette. Quid de Riak Machar ?

La mauvaise volonté du Congrès National embourbe aussi l'accord de paix, comme nous l'avons dit maintes fois.. Aucun progrès n'a été enregistré concernant les frontières de la région d'Abyei, où des restrictions ont été établies par le gouvernement central sur les mouvements des forces des NU. Pas de progrès non plus sur le montant des revenus pétroliers, la démarcation de la frontière Nord-Sud, et donc la préparation des élections nationales, du référendum, du partage des ressources pétrolières, du redéploiement des forces armées. Le dernier incident fut le refus par le Ministre de la Justice d'entériner la constitution du Haut Nil Ouest, un des Etats pétroliers du Sud. Il lui fait trois reproches : il parle du référendum d'autodétermination (défunt ?) des frontières de l'Etat et de sa capitale (bientôt avalées par le Nord). Des voix autorisées menacent d'annuler l'accord de paix du Sud si les Casques Bleus arrivent au Darfour.

Du côté positif, le gouvernement du Sud-Soudan transforme peu à peu le pays avec une administration qui fonctionne ; le Président Kiir a remanié son cabinet et son administration, pour améliorer la bonne gouvernance et lutter contre la corruption ; à tort ou à raison, il fait surtout confiance aux gens de sa famille, qui, il faut reconnaître, ne sont pas vénaux, écartant des gens compétents. Les gens des zones MLPS pendant la guerre ont des postes, ceux des zones gouvernementales n'en ont pas plus que les déplacés de retour. Salva a nommé aux postes de gouverneurs des Etats de Warrap, des Lacs et de l'Equatoria occidentale certains de ses collaborateurs les plus proches ; ils devront affronter des combats intertribaux, surtout dans le dernier Etat entre Azandé et Dinka. Son assemblée régionale se rencontre régulièrement et travaille. Les média sont relativement libres.

De janvier à juin, plus de 300 kilomètres de route ont été débarrassés des mines et réparés. Grâce à l'UNICEF, 1,6 million d'enfants ont eu des fournitures scolaires (NU).

Juba se transforme rapidement. C'est une des villes les plus chères du monde où routes et hôpital sont toujours atroces et où pullulent les hommes d'affaires douteux. Il est question, à l'instar de Washington, d'en faire un petit Etat fédéral, ce contre quoi lutte l'Etat de l'Equatoria Centrale qui perdrait son fleuron.

Au Sud, compte tenu des difficultés, Salva Kiir se débrouille bien.

Mission des NU

Une décision du Conseil de sécurité renouvelle le mandat de ses forces au Sud-Soudan jusqu'au 30 avril. Des délais intentionnels de plus de 8 mois pour dédouaner des équipements importants ont souvent empêché les opérations des NU. Jan Pronk souligne qu'au Sud, il y a des conflits tribaux, des disputes pour la terre et l'eau, des razzias de bétail, des combats entre nomades et sédentaires, un manque de discipline chez les soldats non payés, le chômage des jeunes, la présence « d'autres groupes armés et de l'ARS ». La formation des Unités Jointes tarde. La présence onusienne a empêché l'escalade de la violence, mais la Commission politique de cessez-le feu est, selon Pronk l'homme des NU, « un club légaliste préservant le statu quo ».

Lutte contre l'insécurité

Premier combat depuis la paix entre armée soudanaise et ALPS

Il eut lieu en région pétrolière, à Rubkona, Haut Nil Ouest et provoqua 28 morts dont 17 civils (IRIN 21 07). L'armée soudanaise doit avoir quitté le Sud en juillet 2007. Elle s'est retirée de tout l'Equatoria, donc de Juba pour aller au Darfour, mais pas du tout des zones pétrolières. Le retrait serait des 2/3 comme l'a fait l'ALPS au Nord.

Désarmement des civils armés

Chaque année de 6 000 à 9 000 jeunes gens armés appartenant à des Comtés Nouer et Dinka font transhumer leurs vaches à la saison sèche vers l'ouest de l'Etat de Jonglei. Ces migrations devinrent très violentes pendant la guerre. En décembre 2005, un programme de désarmement fut introduit à Jonglei par l'ALPS. Partant de l'ouest vers les communautés les plus armées de l'Est, le désarmement se passa bien jusqu'à ce que l'ALPS rencontre des civils armés dans le centre de Jonglei où la situation fut exacerbée par des milices pro gouvernementales qui les armaient. Les Lou Nouer résistèrent féroceement à ce qu'ils considérèrent comme un désarmement forcé. Des centaines de militaires de l'ALPS furent tués. Selon elle, l'ALPS renforcée brûla les maisons des résistants dans 15 villages et pilla leurs biens. Selon les Nouer il y eut des exactions et des tueries à grande échelle (IRIN 03 08).

A la suite d'une lettre vengeresse adressée par le Congrès Nouer à Salva Kiir où il est dit que selon Jefferson « la raison la plus forte qu'ont les gens de garder leurs armes est de se protéger contre la tyrannie du gouvernement », les choses se calmèrent.

Les autorités civiles et les chefs Lou Nouer essaient de persuader leurs gens de rendre leurs armes. Leur résistance vient du manque de protection des communautés désarmées, du statut social que donnent les armes à ces jeunes machos, du besoin qu'ils ont de 40 vaches pour payer la dot de leur fiancée et donc de razzier celles des autres, de l'absence de compensation en échange d'armes qui leur ont coûté de 7 à 10 vaches. La perception qu'ils ont de l'ALPS comme un ancien ennemi ne facilite pas les choses. D'autre part les Anuak les accusent d'occuper illégalement 10 de leurs villages.

A Akobo, Haut Nil, la présence d'observateurs militaires des NU travaillant avec les autorités civiles et non avec l'ALPS, a facilité le désarmement volontaire et l'abandon remarquable de 1300 armes d'autant que les voisins Murle des Lou Nouer sont encore armés jusqu'aux dents. Cela a permis l'ouverture de routes de commerce. (IRIN 03 08)

SOUDAN

Dans l'État des Lacs, à Rumbek, un couvre-feu a été déclaré au cours duquel des fouilles et des saisies d'armes sont effectuées.

Partout, parmi les armes ramassées, on compte des mitrailleuses et des mortiers.

Les Milices sont une source majeure d'insécurité au Sud.

Elles devaient choisir entre armée soudanaise et ALPS ; certains miliciens entreront dans la police, l'administration des prisons etc. On ne sait pas encore qui va dans quelle armée, qui dans la police, les gardiens de prison etc. ni qui doit être désarmé. Selon Pronk, une milice qui protège les régions pétrolières a tué des centaines de personnes, ce serait celle du Général Gordon Kong Chol. A côté de Wau, une milice a attaqué un poste de police.

On se souvient que l'accord de paix prévoit trois armées, l'armée soudanaise, l'Armée de Libération du Peuple soudanais (ALPS) et les Unités Jointes, formées de l'une et de l'autre, embryon de la future armée, si le référendum est en faveur de l'unité. Le désarmement des milices doit être fait par les Unités Jointes. Or leur établissement a pris du retard, comme celui de la Commission DDR (Désarmement, démobilisation, réintégration). Maintenant qui ne fait partie d'aucune des armées est un bandit

Les chefs des **six milices** qui ne se sont décidés à **joindre ni l'ALPS ni l'armée soudanaise** comme le demande l'accord de paix, sont, selon Salva Kiir, le général de l'armée soudanaise, Gordon Kon Chol, (milice Nouer dans le Haut Nil), Gabriel Tang Ginya (milice Nouer, région de Jonglei), Ismaïl Konyi Alau (milice Murle dans la région de Jonglei), Tom al-Nour (Bahr el Ghazal), Peter Lorot (Équatoriens, monts Didinga), et Fabiano Odongi Oriom qui dirige la faction de la milice EDF qui ne s'est pas ralliée à l'ALPS. **Selon des renseignements de Vigilance Soudan, l'armée soudanaise ne serait pas prête à accepter d'autres miliciens, en particulier celles de l'Equatorian Defence Force.** Et ceux-ci ne souhaitent pas rejoindre l'ALPS, car on n'y est pas payé. Le MLPS essaie de persuader Ismaïl Konyi, de rejoindre l'ALPS. On lui a offert un siège au parlement (IRIN 03 08). Pour des officiels MLPS, « certains éléments » de l'armée soudanaise, fournissent à ces milices, armes et argent contrairement à l'accord de paix, pour d'autres les milices sont soutenues par le ministère fédéral du pétrole ; il est très difficile de les distinguer de la police et de l'armée car elles portent le même uniforme.

Une autre source de problèmes vient de la police pétrolière, formée de gens commandés par le Congrès National qui commettent des exactions nombreuses.

Combats inter tribaux

Des combats ont éclaté entre les clans Gok et Agar à la suite de vols de bétail par les Gok. Les voleurs poursuivis décidèrent de rendre les vaches mais le commissaire du gouvernement eut la fâcheuse idée de s'y opposer, sous le prétexte que récemment les Gok avaient été volés. Les Gok préparèrent donc une embuscade au cours de laquelle 71 personnes furent tuées et d'innombrables autres blessées. Depuis cette époque, (fin juillet) la situation est très tendue à Rumbek où des assassinats ont lieu (ST 24 07). La milice du général Gatchwell Chan a attaqué Old Fangak blessant 4 personnes, en enlevant quatre autres et pillant. L'ALPS a rétorqué en attaquant cette milice (SRS 18 08). Beaucoup de Sud Soudanais combattent le tribalisme et prônent un monde où les différences ethniques seraient vues comme une source de richesse et de respect.

Pour Jan Pronk, le représentant du Secrétaire Général des NU au Soudan, **les trois problèmes**, désarmement, milices, tensions tribales **sont liés**. Les milices ont des contacts avec les groupes tribaux qui les soutiennent dans leurs violences. On ne peut attaquer ces milices, ce qui augmenterait la violence. Le gouvernement du Sud-Soudan en est réduit aux pourparlers qui prennent beaucoup de temps. Le mandat des forces des NU leur

ordonne d'empêcher tout combat entre forces gouvernementales et ALPS, non de s'occuper de problèmes entre Sud Soudanais.

L'anthropophagie, un des beaux arts.

Négociations avec l'armée de Résistance du Seigneur (ARS)

C'est un groupe de rebelles ougandais, dirigés par Joseph Kony, installés en partie au Sud Soudan, qui enlèvent les femmes comme esclaves sexuelles et les enfants pour leur apprendre à tuer. Leur sport favori est de forcer leurs prisonniers à tuer un membre de leur famille et à le manger. Dans notre dernier numéro, nous annonçons l'ouverture de pourparlers entre l'Ouganda et l'ARS sous la houlette du Sud Soudan avec comme médiateur Riak Machar son vice-président, un ami de Kony depuis les jours où ils faisaient ensemble le coup de feu contre l'ALPS. Le Sud Soudan a tout intérêt à ce que la guerre s'arrête et que l'ARS et l'armée ougandaise retournent en Ouganda. Une des difficultés vient de la Cour Pénale Internationale (CPI) qui veut que son mandat d'arrêt contre Kony et quatre de ses lieutenants soit exécuté.

Le 14 juillet lors de la cérémonie d'ouverture des négociations, le délégué rebelle accusa le président ougandais de corruption ; il dit qu'il était venu exposer les demandes ARS. Si celles-ci n'étaient pas acceptées, son groupe, reprendrait le combat. La délégation ougandaise manqua repartir. L'Ouganda proposait une amnistie, demandait que l'ARS se rende ; cette dernière voulait une indemnisation, le licenciement de l'armée ougandaise et un cessez-le-feu.

Passons sur les échanges d'accusations, les interruptions de pourparlers, les venues d'Anciens, de leaders religieux et d'épouses de Kony pour calmer les choses, de propositions de résolutions du Conseil de sécurité pour manier le bâton.

Kony s'engagea à ne pas interrompre les pourparlers même si l'Ouganda refusait un cessez-le-feu immédiat. Mais le médiateur soudanais Riak Machar exigea que l'un des principaux chefs de l'ARS menacé par la CPI, assista aux pourparlers à Juba. Une décision imprudente pour un médiateur. Le chef ARS, pour qui c'était un guet-apens, refusa. Riak l'abandonna froidement dans une clairière inconnue. L'ARS ne voulut plus de Riak comme médiateur.

Salva Kiir prit le relais. L'ARS déclarait unilatéralement un cessez-le-feu demandant à l'Ouganda de faire de même. Sur son refus elle se retira des pourparlers. On apprit que l'un des 4 lieutenants de Kony recherché par la CPI avait été tué alors qu'avec une unité il attaquait des civils malgré le cessez-le-feu.

Après consultation avec Museveni, Salva Kiir déclara que pour un cessez-le-feu l'ARS devait indiquer la position de ses troupes ; l'ALPS les protégerait contre l'Ouganda et les Nations Unies (c'est-à-dire le CPI) ; si ses troupes se réunissaient en un endroit, ce serait plus facile.

Entre temps, Museveni menaça l'ARS, si les pourparlers n'aboutissaient pas, d'attaquer ses bases congolaises, ce pourquoi il avait l'autorisation du Congo. Kony demanda l'asile à la Centrafrique et un partage du pouvoir à Museveni, ce que ce dernier refuse totalement.

Finalement l'ARS accepta de se réunir dans deux camps, au Sud Soudan, l'un sur la frontière congolaise, l'autre sur la frontière ougandaise. On signa. Salva envoya de la nourriture à l'ARS qui commença à se rendre dans les lieux prévus. Kony rejoignit-il un des camps ? Des témoignages contraires existent. Mais l'ARS prétendit qu'il n'y avait pas assez d'eau potable dans les camps, puis que l'armée ougandaise les encerclait. Le mouvement de l'ARS vers les camps s'arrête. L'armée ougandaise attaque les ARS en dehors des camps. Les trois parties s'accusent aujourd'hui de violer le cessez-le-feu. Les pourparlers semblent suspendus.

La CPI répète son espoir de juger Kony et ses sbires en dépit de l'amnistie conditionnelle accordée par Museveni.

S O M M A I R E

- Accord de paix, fauteur de guerre... *Bételgeuse* p. 1
- Dar Four
 - Il faut en revenir aux négociations *Alex de Waal* p. 2
 - Marathon International *Sudan Tribune* p. 2
 - NU versus UA : le Soudan dos au mur p. 3
 - Quelques nouvelles p. 4
 - Les Darfour se méfient de l'UA p. 3
 - Rebelles et ex-rebelles p. 4
- Front Est : dernière heure p. 8
- Nouvel ambassadeur du Soudan à Paris (*L.O.I.*) p. 4
- Droits de l'homme p. 5
- Sud Soudan
 - Mise en œuvre de la paix p. 6
 - Lutte contre l'insécurité p. 7
 - Nations unies p. 6
- Journée Internationale du Darfour p. 8
- Pétrole et économie p. 8

Journée internationale du Darfour

Le 17 septembre, dans 50 villes sur quatre continents, manifestations énormes pour l'envoi de Casques Bleus. Les organisateurs portaient des bérets bleus en référence aux casques. Beaucoup de prières.

A Paris, à l'appel d'Urgence Darfour, exposition de textes de *Vigilance Soudan* et de photos, signature de cartes au Président de la République. De nombreuses discussions.

Droits de l'Homme (suite de la page 5)

- **Santé** Selon l'OMS près de 25 000 cas de **choléra** et plus de 700 morts ont été enregistrés cette année. La situation est très dangereuse au Sud et au Darfour. L'épidémie menace le Tchad et l'Éthiopie (Reuter 29 08, IRIN 14 08).

La ministre fédérale de la santé a appelé les médias à faire une campagne de sensibilisation au **sida**. Un rapport des NU dit que le Soudan a le plus haut taux d'infection par le sida de tout le Nord de l'Afrique et du Moyen-Orient, avec 600 000 personnes. La ministre faillit être renvoyée en juin quand elle conseilla l'utilisation du condom (ST 15 08).

Deux occidentaux espions ?

Le président **slovene** a fait de gros efforts pour la paix au Darfour. Il a envoyé **Tomo Kriznar** s'efforcer de persuader les

DERNIÈRE HEURE

FRONT EST

Signature de la paix

Le gouvernement du Soudan et les rebelles de l'Est ont signé un accord de partage du pouvoir le 10 octobre après des accords sur le partage des richesses et la sécurité peu avant.

La convention est donc complète. On en ignore tout du contenu.

Les pourparlers ont duré des mois. L'Érythrée était le médiateur. Les accords ont été signés à Asmara.

PETROLE ET ECONOMIE

Khartoum espère beaucoup de **pétrole du Darfour, qui en serait plein**, les Monts Marra, volcaniques, exceptés. **Les Chinois**, qui exploitent désormais le pétrole au Tchad, **relieraient leurs nouveaux gisements par un oléoduc à celui du Darfour, à la frontière du Kordofan, d'où ils envoient le pétrole à Port Soudan** qui a le double avantage d'être plus proche de la Chine que la côte atlantique et d'être relié par un oléoduc leur appartenant.

Des informations contradictoires nous parviennent. Selon les unes, **Total** se réconcilierait avec le gouvernement du Sud-Soudan. Marathon, une société pétrolière américaine qui était associée à Total dans son entreprise soudanaise, vient d'abandonner. Cela permettrait à Total d'offrir 10% de ses parts au gouvernement du Sud Soudan, et de partager le reste avec Kufpek. (Ne changerait pas 10% à la compagnie nationale Sudapet ; Kufpek a déjà 22%). Le gouvernement du Sud-Soudan demanderait 30% et devrait renvoyer dans ses foyers White Nile, qui viendrait d'acheter en Chine un appareil de forage pétrolier.

Le gouvernement du Sud-Soudan a donné à **Ascom** la totalité de la concession du Suédois/Suisse **Lundin**, qui écume de fureur, et une petite partie de celle de **Pétronas**, qui ne dit rien ayant trop d'autres intérêts au Soudan. Ascom se prépare à exploiter.

rebelles de signer l'accord de paix. Kriznar était venu sans visa. Il fut accusé d'espionnage, de propager de fausses nouvelles et condamné à 2 ans de prison.

Un photographe **américain** du National Geographic Magazine, correspondant du Chicago Tribune, **Paul Salopek**, titulaire de deux prix Pulitzer, a été arrêté lui aussi sans visa. Il est inculpé des mêmes crimes : il avait des photos satellites du Darfour obtenues sur le web. Khartoum refusant toujours les visas, les journalistes passaient par le Tchad.

Les deux hommes ont été relâchés.

-**Au sein de la Commission des Droits de l'Homme des NU, lutte sur la qualification des événements du Darfour.**